

Diagnostic de la prise en compte du changement climatique dans les politiques liées à la sécurité alimentaire et la nutrition en Haïti

Ce diagnostic fait suite à une mission d'évaluation de deux semaines réalisée par Action Contre la Faim-Haïti avec le support de son chargé de plaidoyer changement climatique du siège France. Il est basé sur des informations recueillies à travers une revue de la littérature, une analyse des politiques publiques, des entretiens avec des personnes clés et un atelier de réflexion, débat et sensibilisation sur le thème « Nutrition et changement climatique ».



© Ruth Climat – Môle Saint Nicolas juillet 2015

Contexte

Le changement climatique est une menace importante pour la sécurité alimentaire en Haïti.

Haïti fait régulièrement partie du trio de tête du Climate Risk Index. Près de 15% des phénomènes climatiques ayant touché les caraïbes ont affecté Haïti. Le pays est régulièrement sur la route des tempêtes tropicales et des cyclones, entraînant inondations et destructions. Le pays souffre également d'épisodes de sécheresse, particulièrement durant ces trois dernières années avec le phénomène El Nino.

Selon un rapport d'Oxfam de mars 2014¹, les changements climatiques sont déjà évidents en Haïti avec des températures moyennes qui ont augmenté et continueront d'augmenter dans les années à venir ; des saisons qui deviennent de plus en plus variables avec une saison pluvieuse qui commence trois mois plus tard que d'habitude et qui est fait de très fortes pluies et des saisons sèches qui sont de plus en plus sévères.

L'une des conséquences majeures du changement climatique en Haïti sera une détérioration de l'insécurité nutritionnelle des populations et donc une progression de la sous-nutrition car plus d'un cinquième de la population vit de l'agriculture et c'est le secteur économique le plus vulnérable². L'impact des changements climatiques sur le système alimentaire se fera sentir à différents niveaux : atteinte environnementale, dégradation socio-économique, baisse de la production alimentaire.

D'après une étude réalisée par le Centre International d'Agriculture Tropical (CIAT), il est à prévoir une diminution considérable des superficies adaptées à la culture du café et de la mangue d'ici 2050³. Parallèlement, les besoins en eau augmenteront pour la culture du maïs et du riz de 17% et 33% de 0,2% et 7% au cours de 2011-2040 et 2041-2070 respectivement⁴.

¹ Adaptation aux changements climatiques, Oxfam, mars 2014

² Estimation des coûts des impacts du changement climatique en Haïti. PNUD 2015

³ ANTON EITZINGER ET AL., Haïti: Coffee and Mango, Production in a Changing Climate. 2014. CIAT Policy Brief No. 16. Document disponible à

l'adresse suivante : http://ciat.cgiar.org/wp-content/uploads/2014/04/policy_brief16_haiti_coffee_mango_production.pdf

La plupart des cultures vivrières d'Haïti sont également sensibles au changement climatique, il en va ainsi pour la banane plantain, du maïs et du haricot. La pêche en zones côtières est également affectée par l'acidification des océans (due aux concentrations de CO₂ dans l'air). Une estimation des coûts des impacts du changement climatique en Haïti a démontré que le coût de l'inaction (1,8 milliard US) était beaucoup plus élevé que celui nécessaire pour permettre l'adaptation des moyens d'existence et des infrastructures (261,48 millions US)⁵.

Principales observations

Les politiques publiques agricoles n'intègrent pas les enjeux climatiques malgré des documents cadres relativement ambitieux.

Les politiques nationales en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement rural ne prennent pas en compte les impacts du changement climatique. En effet, La stratégie agricole 2010-2025, déclinée en plans triennaux (Plans triennaux de relance agricole PTR), le plan national de sécurité alimentaire et nutritionnel (PNSAN), le plan stratégique de développement, le plan national de gestion des risques et des désastres, la politique nationale de nutrition éludent totalement ces questions malgré les impacts et incertitudes notables que le changement climatique fait peser sur le secteur agricole haïtien, la santé publique et les risques de catastrophes naturelles.



Les cadres du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) sont très peu sensibilisés à ces questions et il n'y a pas de leadership politique à ce sujet ; malgré l'intérêt de certains techniciens ayant participé à l'élaboration de la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN).

La gouvernance de l'action sur le changement climatique ne fait pas l'unanimité au sein la société civile et des acteurs concernés.

Plusieurs parties prenantes rencontrées estiment que la Direction du Changement Climatique (DCC), au sein du Ministère De l'Environnement (MDE), n'est pas légitime pour assurer seule la gouvernance de ces questions au sein du gouvernement Haïtien. Selon elles, il faudrait créer une gouvernance multipartite : une table multisectorielle interministérielle sur les changements climatiques et la résilience, hébergée par la Primature voir la Présidence.

En effet, d'autres ministères et groupes interministériels sont hautement concernés : le MARNDR, le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), le Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire (CIAT), le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), notamment.

La société civile est peu organisée sur la question du lien entre changement climatique et sécurité nutritionnelle.

Diverses plateformes de coordination de la société civile existent. Ainsi, il existe une Plateforme de la société civile sur le changement climatique (PSCCC) qui regroupe 14 organisations nationales, dont une organisation paysanne, mais qui travaille avant tout sur l'atténuation des changements climatiques et qui est peu active sur les questions d'adaptation et ne cible pas le MARNDR et le MSPP.

Un cadre de liaison Inter-ONG (CLIO) réunissant différentes ONG nationales et internationales existe et dispose d'une Commission Agriculture et Environnement (CAEC) qui se réunit régulièrement pour coordonner leurs opérations mais ne s'attaque pas à la question des changements climatiques.

⁴ BHAWAN SINGH, MARC J. COHEN, Adaptation aux changements climatiques - Le cas d'Haïti. 2010. OXFAM. Document disponible à l'adresse suivante : http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr-climatechange-resilience-haiti-260314-fr_0.pdf

⁵ A. Bordes, PNUD Haïti, 2015

Enfin, il existe une Plate-forme d'organisations paysannes et de la société civile pour l'Agro-écologie et le Développement Durable (la PADED), mais qui ne traite pas de l'adaptation au changement climatique et à ses conséquences sur la sécurité nutritionnelle des populations.

Il existe un important vivier d'expériences et de connaissances mobilisables pour promouvoir l'agro-écologie et les pratiques agricoles adaptées au changement climatique.

De nombreux acteurs non étatiques sont fortement impliqués sur les questions de sécurité alimentaire et changement climatique et mettent des projets en place sur le terrain. C'est le cas de la FAO et de diverses Organisations Non Gouvernementales (ONG) nationales et internationales. Toutefois, il y a très peu d'échanges entre ces ONG pour l'instant et aucune n'est engagée dans une dynamique de plaidoyer politique national, malgré un début de mobilisation de la PADED. Beaucoup de structures rencontrées ont regretté le manque de capitalisation sur leurs actions et le fait que leurs expériences ne soient pas valorisées par un travail de plaidoyer auprès du MARNDR.

Les mêmes se sont prononcées positivement pour contribuer, à minima, à un document de plaidoyer en faveur de l'agro-écologie en Haïti voire plus largement à soutenir un travail sur les politiques publiques en ciblant, au-delà des employés du MARNDR, les parlementaires, la primature et la présidence.

La compréhension des enjeux nutritionnels en lien avec l'action sur le changement climatique est quasi-inexistante.

Les acteurs prennent très peu en compte la nutrition dans leurs programmes de gestion de risque et de désastre et d'adaptation en agriculture. Dans de très rares cas, l'un des critères de sélection des bénéficiaires de ces programmes est le statut nutritionnel mais il n'y a pas d'objectif nutritionnel spécifique et pas d'indicateurs de suivi sur cela. La politique nationale de nutrition ne mentionne pas les changements climatiques et quoique la Direction de la Nutrition n'ait pas été rencontrée lors du travail de diagnostic, il semblerait qu'elle n'a pas été impliquée dans le travail sur la CPDN, pourtant supposé transversal. Les freins à une meilleure prise en compte de la nutrition dans ces programmes identifiés lors de l'atelier de réflexion seraient : a) le manque de compétences techniques, d'expertise des acteurs intervenants dans les programmes sur les changements climatiques sur la nutrition et vice-versa ; b) l'évolution

en silos des programmes sans échanges intersectoriels ; et c) le manque d'indicateurs et de moyens de mesure pour documenter les effets ou l'impact des programmes sur les changements climatiques sur la nutrition.

Quelques systèmes de surveillance fonctionnent mais ils ne sont pas forcément traduits en actions.



La gestion des risques et désastres a beaucoup été appuyés et le système d'alerte Ouragan semble efficace même si les plans de contingence développés ne sont pas financés et appliqués. Sur les crises lentes, telles que les sécheresses, les systèmes de surveillance mixtes combinant des données satellitaires avec la remontée d'informations de terrain permettent une bonne analyse de l'insécurité alimentaire mais même si des plans de réponse sont développés par le gouvernement, ils ne sont pas appliqués (exemple sécheresse El Nino) et l'information n'est pas partagée avec les agriculteurs.

La sensibilisation et compréhension de ces enjeux par la population locale est insuffisante.

La population Haïtienne est très peu sensibilisée aux enjeux et conséquences des changements climatiques, notamment sur leur sécurité nutritionnelle. La mobilisation de la société civile reste donc très faible, malgré quelques acteurs très actifs dont la PSCCC. Le sujet a été très peu médiatisé si ce n'est en amont de la COP21 mais cela n'a pas permis une appropriation populaire de ces enjeux.



Recommandations

Les changements climatiques représentent une vraie épée de Damoclès sur l'agriculture haïtienne alors que le pays est déjà confronté à une insécurité alimentaire chronique, des crises humanitaires répétitives et une dégradation environnementale accélérée. Par conséquent :

- L'impact du CC sur le pays devrait être mieux documenté à travers la collecte de données, la capitalisation et la recherche en vue d'identifier des solutions innovatrices adaptées au contexte locale.
- Les politiques et plans de sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent prendre en compte les changements climatiques et les ministères concernés devraient être sensibilisés sur la question.
- Les agences de développement, la société civile, les bailleurs de fonds et le gouvernement doivent consentir à investir davantage dans le renforcement des capacités d'adaptation des petits agriculteurs au changement climatique pour une agriculture résiliente et capable de répondre aux besoins de la population haïtienne.
- Il faut organiser le plaidoyer sur les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Haiti. Quelques actions de plaidoyer « sécurité alimentaire » sont menées ad hoc par les ONG internationales telles que Oxfam et Concern mais la société civile pourrait avoir une vraie valeur ajoutée en développant une stratégie commune à long terme sur ces questions. Dans la promotion de « bonnes solutions » telles que l'Agroécologie, elle pourra s'appuyer sur les très nombreux projets en cours par les partenaires locaux et internationaux.
- Toute action de plaidoyer devra être supportée par un important travail de sensibilisation de la population aux enjeux du changement climatique. Cela devra se faire dans un langage simple et adapté aux canaux d'information locaux pouvant atteindre rapidement la population.